

**DECISION N°2025-022**

**Objet : Acceptation du don de matériels informatiques de la société Air France.**

**LE PRESIDENT D'UNIVERSITE COTE D'AZUR**

**Vu** le Code de l'éducation ;

**Vu** le décret n°2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts, modifié ;

**Vu** l'arrêté du 31 janvier 2018 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des organismes soumis au titre III du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

**Vu** le règlement intérieur d'Université Côte d'Azur ;

**Vu** la délibération n°2024-001 du 9 janvier 2024 portant élection de M. Jeanick BRISSWALTER en qualité de Président d'Université Côte d'Azur ;

**Vu** la délibération n°2024-003 du 23 janvier 2024 relative à la délégation de pouvoir du Conseil d'administration au Président d'Université Côte d'Azur ;

**Vu** l'arrêté n°116-2024 du 23 janvier 2024 portant délégation de signature du Président d'Université Côte d'Azur à M. Stéphane AZOULAY, Vice-président du Conseil d'Administration et des Moyens d'Université Côte d'Azur ;

**ACCEPTE**

**Article 1 :** Le don de matériels informatiques de la société Air France selon les termes de la convention et la liste des matériels annexés d'une valeur comptable nulle, à la présente décision.

**Article 2 :** Le Directeur Général des Services et l'Agent Comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Nice, le 24 mars 2025

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : **2025-022**  
TRANSMISE AU RECTEUR, CHANCELIER DES UNIVERSITES : 28 mars 2025  
PUBLIEE SUR LE SITE INTERNET D'UNIVERSITE COTE D'AZUR LE :

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DECISION : *En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de décision à caractère réglementaire*

## **CONTRAT DE DON DE MATERIEL INFORMATIQUE**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

**SOCIETE AIR FRANCE,**

Société anonyme au capital de 126.748.775 euros, ayant son siège social situé 45 rue de Paris, Roissy Charles de Gaulle Cedex 95747,

immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 420 495 178.

Représentée par Madame Caroline Briand, Responsable du site Air France de Sophia-Antipolis dûment habilité à cet effet.

Ci-après dénommée « AIR FRANCE »

D'UNE PART

ET

**IUT Nice Côte d'Azur  
650, Route des Colles  
06560 Valbonne Sophia-Antipolis**

Représenté par Monsieur Boualem ALIOUAT, Directeur de l'IUT Nice Côte d'Azur, dûment habilité à cet effet.

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

D'AUTRE PART

Dénommées individuellement « la Partie » et collectivement « les Parties ».

Attendu que :

La société Air France a utilisé pendant plus de 5 ans du matériel informatique qui est désormais obsolète et ne répond plus à ses besoins.

Elle souhaite néanmoins dans sa volonté d'un développement durable, et de contribution à la réduction des émissions de CO2 par une utilisation plus longue de son matériel informatique, donner les matériels, listés à l'article 8 — Inventaire du matériel, au bénéficiaire.

Le Bénéficiaire souhaite obtenir ce matériel informatique afin de l'utiliser dans un but d'études et de recherches à l'usage des étudiants, apprentis et leurs professeurs sur les sites de leurs écoles.

Les parties ont convenu de ce qui suit :

### **Article 1 : Objet**

Ce contrat a pour objet de définir les conditions selon lesquels les matériels, listés à l'article 8 — Inventaire du matériel, sont donnés au bénéficiaire. Ces matériels sont donnés sans logiciel, ni système d'exploitation.

### **Article 2 : Obligations des parties**

Ce don est consenti et accepté dans les conditions suivantes :

Pour des raisons de confidentialité, l'ensemble des données figurant sur le matériel est préalablement effacé par la société Air France. Toutefois si des données ou logiciels, pour quelques raisons que ce soient, ne sont pas effacés, le Bénéficiaire s'engage à les effacer dès réception des matériels, et en tout état de cause à ne pas les utiliser, ni les exploiter d'aucune façon, à ne pas les partager, ni à réaliser des actions pouvant porter atteinte à la société Air France.

Le matériel est transmis sans logiciel, le bénéficiaire devra se rapprocher des éditeurs appropriés pour obtenir les logiciels et les licences nécessaires à l'utilisation desdits matériels.

Les matériels ne doivent être utilisés que dans un but d'études et de recherches à l'usage des étudiants, des apprentis et leurs professeurs sur les sites de leurs écoles.

Le Bénéficiaire accepte le matériel en l'état. Air France ne garantit pas que le matériel fonctionne et ne pourra pas être tenue responsable à ce titre. En cas de défaut ou d'incident de quelque nature que ce soit, pouvant engendrer des dégâts matériels mobiliers ou immobiliers, des atteintes aux personnes ou la panne d'un matériel, la société Air France ne pourra pas, en aucun cas, en être tenue responsable. Le Bénéficiaire renonce à toute action à l'encontre d'Air France en cas de dysfonctionnement du matériel ou de dommage de toute nature causé par le matériel. Le Bénéficiaire garantit Air France contre tout recours de tiers et/ou indemniserait AIR FRANCE de tout préjudice subi de quelque nature que ce soit.

La société Air France ne fournira aucun type de support ou de garantie concernant le matériel donné. Le Bénéficiaire ne pourra pas solliciter le constructeur en se prévalant que ledit matériel a été propriété de la société Air France. Le Bénéficiaire devra assurer seul les éventuels coûts ou contraintes des échanges et support avec le constructeur.

Le Bénéficiaire s'engage à ce que le matériel en fin de vie ou qu'il n'utilise plus, soit éliminé en respectant les règles de protection de l'environnement et selon les lois et règlements en vigueur. Il s'appuiera sur un broker certifié, à minima, DEEE ou PEEFV. Il devra mettre en place une traçabilité du matériel éliminé (Marque/modèle/numéro de série/).

Le Bénéficiaire est pleinement responsable de l'organisation de l'enlèvement du matériel ou du transport des locaux d'Air France jusqu'à sa destination finale, et supportera seul les frais correspondants. Il devra se mettre d'accord avec Air France sur la date et l'heure auxquels il procédera à la récupération du matériel.

Lorsqu'une tierce personne est chargée de l'enlèvement, le Bénéficiaire doit informer la société Air France du nom et des coordonnées de cette personne qui devra être munie de sa carte d'identité ou son passeport, et s'accorder avec Air France sur la date et l'heure d'enlèvement prévues. Le matériel informatique ne sera remis que contre signature et après vérification des documents. Le transfert des risques et de propriété au profit du bénéficiaire des matériels s'effectuera lors de la récupération des matériels par le Bénéficiaire dans les locaux d'Air France

Le Bénéficiaire autorise la société Air France à publier, en interne ou en public, son identité, le don et son utilisation.

### **Article 3 : Lois anti-corruption**

Le Bénéficiaire garantit qu'il s'est conformé et qu'il se conformera aux lois, réglementations, codes et sanctions en matière de corruption, (ensemble ci-après dénommés les « Lois Anti-corruption »). En particulier, le Bénéficiaire garantit et s'engage qu'il n'a pas et qu'il n'offrira, ne promettra, ne donnera, n'autorisera, ne sollicitera ou n'acceptera aucun avantage indu, financier ou de toute autre nature et qui pourrait constituer une pratique illégale au regard des Lois Anti-corruption. Le Bénéficiaire informera immédiatement AIR FRANCE de toute violation des engagements tels que définis dans le présent article dont il a pris connaissance et s'engage à coopérer avec AIR FRANCE à toute enquête nécessaire.

En cas de violation d'une ou des Lois Anti-Corruption ou du présent article, le Bénéficiaire garantira AIR FRANCE de toute action, réclamation, et/ou indemniserait AIR FRANCE de toute somme versée.

### **Article 4 : Renonciation**

Le fait pour l'une des Parties de ne pas exiger l'application d'une clause quelconque du présent Contrat, que ce soit d'une façon permanente ou temporaire, ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation à ladite clause ou une modification du présent Contrat.

### **Article 5 : Autonomie des dispositions**

Si une ou plusieurs dispositions du présent Contrat est / sont prononcée(s) à tout moment non valable(s) par une cour, un tribunal d'arbitrage ou autre tribunal de juridiction compétente ou si elle(s) est / (sont) rendue(s) non exécutoire(s) d'une autre manière, cette disposition ou ces dispositions sera / (seront) séparée(s) du présent Contrat de sorte que la validité ou le caractère exécutoire des dispositions restantes du présent Contrat ne soient pas affectées.

### **Article 6 : Indépendance des parties**

Les Parties reconnaissent agir chacune pour leur propre compte et représentent des entités indépendantes. Le présent Contrat ne peut avoir pour effet de créer entre elle une entité juridique, une joint-venture, un affectio societatis ou un partenariat.

Une Partie ne doit en aucun cas être considérée comme l'agent, le distributeur ou le représentant de l'autre Partie ni se voir reconnaître la faculté de prendre des engagements au nom et pour le compte de l'autre Partie.

**Article 7 : Dispositions permanentes**

Toutes les dispositions relatives à la publicité, la confidentialité, la responsabilité et le règlement des différends continueront à s'appliquer même après l'expiration du Contrat, pour une durée stipulée aux articles concernés ou pour une période adéquate.

**Article 8 : Inventaire du matériel**

Quatre (4) Serveurs informatiques :

DELL R730XD SN DGVG8D2

DELL R730XD SN 9J00N62

DELL R730XD SN DGTP8D2

DELL R730XD SN DGYG8D2

Deux (2) Baies informatiques :

Efirack 42 U (800x800)

**Article 9 : Loi applicable – Règlement des différends**

Le présent Contrat est régi par le Droit Français et interprétés conformément à ses lois.

En cas de différend concernant l'interprétation, l'exécution ou la réalisation de l'une quelconque des dispositions du présent Contrat, les Parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour parvenir à un règlement amiable.

SI TOUTEFOIS ELLES NE PEUVENT PARVENIR A UN ACCORD, DANS UN DELAI D'UN (1) MOIS A COMPTER DE LA NOTIFICATION ECRITE DU DIFFEREND PAR L'UNE OU L'AUTRE PARTIE, LE DIFFEREND SERA SOUMIS AU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOBIGNY QUI EST SEUL COMPETENT POUR CONNAITRE DU LITIGE MEME EN CAS D'APPEL EN GARANTIE, DE PLURALITE DE DEFENDEURS OU DE MESURES URGENTES DEVANT FAIRE L'OBJET D'UNE PROCEDURE DE REFERE.

Fait à Valbonne en deux (2) exemplaires originaux, le 8 avril 2025

*Pour la société Air France*

*Caroline BRIAND  
Responsable du site Air France de Sophia-Antipolis*

*Pour IUT Nice Côte d'Azur*

*Boualem ALIOUAT  
Directeur*

**Signature(s) électronique(s) du présent document**

La version originale de ce document est sous forme électronique, par conséquent les signatures ci-dessous doivent impérativement être vérifiées électroniquement à l'aide d'un logiciel adapté comme Adobe Acrobat Reader DC™. Si un message d'avertissement apparaît, la raison peut être liée à l'absence de confiance dans l'Autorité de Certification qui a délivré le certificat utilisé pour signer le document. Dans ce cas, cliquez sur « Détails du certificat » dans le « Panneau des signatures » et sélectionnez le certificat « Sunnystamp Root CA G2 » puis cliquez sur « Ajouter aux certificats approuvés » dans l'onglet « Approbation ». A noter que les logiciels de lecture de documents PDF en mode Web ou mobile n'affichent pas les détails relatifs aux signatures électroniques. Pour toute question, merci de nous écrire à l'adresse [support@lex-persona.com](mailto:support@lex-persona.com).

**Digital signature(s) of this document**

The original version of this document is in electronic form, so the signatures below must always be verified electronically using appropriate software such as Adobe Acrobat Reader DC™. If a warning message appears, the reason may be the absence of trust in the Certificate Authority which issued the certificate used to sign the document. In this case, click on "Certificate Details" in the "Signatures panel" and select the "Sunnystamp Root CA G2" certificate then click on "Add to approved certificates" on the "Approval" tab. Note that PDF reading software in web or mobile mode does not display the details of the digital signatures. If you have any questions, please write to us at [support@lex-persona.com](mailto:support@lex-persona.com).